



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 24– 15 juin 2022

En bref

L'agence de notation Fitch revoit à la baisse la prévision de croissance du Mexique pour l'année 2022 de 2% à 1,8%. Les perspectives de croissance sont entravées par la faiblesse des investissements (liée au climat politique et à l'incertitude réglementaire). Fitch souligne que le Mexique ne retrouverait pas son niveau de PIB d'avant-crise avant 2023. En outre, l'agence a indiqué que l'inflation atteindra cette année 5,3 %, contre 3,7 % prévue précédemment. Fitch Ratings a souligné les efforts du gouvernement mexicain pour tenter d'atténuer les pressions inflationnistes mais estime que l'impact des actions est limité. En raison de la hausse de l'inflation, Fitch s'attend à ce que Banxico continue de relever le taux directeur à 8,5 % cette année.

LE CHIFFRE À RETENIR

1,8%

Prévision de croissance du PIB
pour 2022

Zoom sur

Au Mexique et en Amérique centrale, 3,3 millions de mineurs travaillent, soit 8% de la population de -18 ans de la région. Une enquête de l'Organisation internationale du travail révèle que parmi ces 3,3 millions de jeunes rentrés dans le monde du travail, 40% ont entre 5 et 11 ans. Cette situation alarmante est aggravée par les conditions de travail, 67% occupant des « postes à travaux dangereux ». Les chiffres d'emploi des jeunes de la région sont les plus élevés du continent américain. L'OIT précise que malgré les efforts réalisés par les pays et la société civile, l'objectif d'éradication du travail infantile pour 2025 ne sera pas atteint.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 15 juin, le Mexique enregistrait 325 271 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit + 0,07% en une semaine. 5 843 190 cas confirmés ont été enregistrés (+ 0,7% en une semaine).

2 FINANCES PUBLIQUES

Hausse du service de la dette publique mexicaine en raison de la politique monétaire de Banxico. Les prévisions tablent sur un taux directeur qui atteindrait 9,5% d'ici la fin de l'année, ce qui aurait pour conséquence d'accroître le service de la dette publique de 18 Mds USD. Le paquet économique de cette année prévoyait un taux nominal moyen de 5 % pour les obligations souveraines mexicaines mais celui-ci atteint désormais 7,25% à la mi-juin (pour l'obligation à 28 jours) et 8,73% (pour l'obligation à 1 an). La hausse du coût de financement devrait impacter le refinancement de la dette publique extérieure (en raison de la hausse du taux directeur américain) de 10,3 Mds USD et de 7,6 Mds USD pour la dette publique domestique. Le service de la dette publique mexicaine atteindrait ainsi 42,1 Mds USD en 2022 contre 38,3 Mds USD prévus dans le budget de 2022.

3 ECONOMIE

Le sous-gouverneur de Banxico anticipe une nouvelle hausse du taux directeur lors du prochain Conseil des gouverneurs de la Banque centrale. Jonathan Health, l'un des 5 sous-gouverneurs qui intègrent le Conseil des gouverneurs de Banxico, prévoit une nouvelle

hausse de 75 pdb du taux de politique monétaire lors de la prochaine réunion du Conseil le 23 juin pour tenter de freiner la hausse de l'inflation. Le taux directeur, qui se situe actuellement à 7% suite à une hausse de 50 pdb lors de la réunion du 13 mai, atteindrait désormais 7,5%. Le sous-gouverneur a reconnu que le plan pour lutter contre l'inflation du président Lopez Obrador porte ses fruits et a permis de limiter de 2 points de pourcentage la hausse de l'inflation (les experts estiment que l'inflation pourrait atteindre près de 10% sans les mesures).

Hausse de l'indice de production industrielle en avril. L'indicateur mensuel d'activité industrielle (IMAI) a présenté une progression de 0,55 % g.m au quatrième mois de l'année, soit son deuxième mois consécutif de hausse. L'IMAI s'est ainsi établi à 101,34 points, son plus haut niveau depuis janvier dernier, tiré par la performance du secteur minier et manufacturier. L'industrie minière a enregistré un rebond de 1,4 % g.m, sa première augmentation après deux mois consécutifs de baisse. Les industries manufacturières ont connu une progression de 1,2 % g.m, leur plus forte augmentation mensuelle en 2022. Cependant, l'indicateur n'a pas complètement retrouvé son niveau prépandémique, se situant 0,72 % en dessous du niveau de février 2020. En base annuelle, l'IMAI enregistre en avril une progression de 2,9 %.

Le Mexique classé 55^{ème}/63 sur le classement mondial de la compétitivité. Le Mexique reste ainsi à la même place par rapport au classement 2021 élaboré par l'IMD Business School. Le rapport souligne des défis tels que l'amélioration de son environnement d'affaires, la réduction de l'incertitude réglementaire et l'amélioration de la sécurité. Le Mexique a reculé de cinq places depuis 2019 en raison des scores très bas dans certains indicateurs. C'est le cas du pilier « Efficacité du gouvernement », où le pays est classé 60^{ème}, et des piliers « Infrastructure » et

« Efficacité des entreprises », où le Mexique est classé respectivement 58^{ème} et 47^{ème}. Le Danemark, la Suisse, le Singapour, la Suède et Hong Kong sont les cinq pays les plus compétitifs selon le classement mondial de la compétitivité. En Amérique latine, le Chili arrive en tête de liste à la 45^{ème} place, le Pérou et le Mexique à la 54^{ème} et 55^{ème} place, suivis du Brésil à la 59^{ème} place.

Les prix des carburant atteignent des records historiques malgré les mesures de soutien du gouvernement. Le prix moyen de l'essence atteint 21,73 MXN/litre (1,15 USD/l) au cours de la première quinzaine de juin (+7,2% g.a). Le gouvernement a mis en place une subvention de 100% à l'impôt sur les carburants (IEPS) depuis le 26 février. Sans la subvention les experts estiment néanmoins que le prix de l'essence à la pompe pourrait atteindre 30 MXN/litre (1,45 USD/l). Les pressions sur les prix du carburant sont dues aux nouvelles sanctions de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, ainsi qu'à la reprise de la demande et à la capacité de raffinage limitée du Mexique.

Le phénomène de "grande démission" arrive au Mexique. Près de 41 % des entreprises enregistrent des départs "inhabituels". Parmi les raisons qui poussent les travailleurs à démissionner figurent le surmenage et l'épuisement physique et mental ainsi que de la recherche par les employés de meilleurs salaires. La pandémie a accentué le désenchantement des travailleurs avec leurs lieux de travail notamment dans le secteur services, ce qui a poussé les départs volontaires à la hausse au cours de la dernière année, provoquant une pénurie de travailleurs. Mais tout ne se limite pas à cela, car il y a des questions émotionnelles et la recherche de la croissance. Il est courant que les travailleurs des grandes entreprises, surtout dans des secteurs très spécifiques comme la « tech », reçoivent des offres d'entreprises offrant de meilleurs salaires et avantages sociaux qui attirent l'attention du candidat à court terme, les poussant à un fort taux de rotation dans les entreprises. 71 % des employés pensent qu'ils ont l'intention de rester dans leur emploi actuel tout en trouvant un autre emploi selon les enquêtes sur l'adaptabilité dans la période post-COVID.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Le Mexique peine à retrouver le niveau de tourisme d'avant la pandémie de COVID-19. Les statistiques officielles recensent 5,3 M de touristes en avril 2022 au Mexique, dont 3,07 M de touristes étrangers. La reprise du tourisme international continue de progresser en 2022 (+32%g.a) mais le nombre de touristes étrangers demeure 15,2% en dessous du niveau d'avril 2019. Bien que le volume de touristes n'ait pas encore atteint les niveaux prépandémiques, les dépenses liées aux arrivées de touristes internationaux sont supérieures à celles enregistrées en 2019, en partie en raison de l'inflation. Dans ce sens, la dépense moyenne des touristes étrangers a atteint 741 USD en avril 2022.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 15/06/2022
Bourse (IPC)	-3,45%	-2,02%	48 130,20 points
Taux de change USD/MXN	+3,47%	+1,42%	20,26
Taux de change EUR/ MXN	+0,81%	-11,28%	21,15
Prix du baril mexicain	+0,32%	+62,62%	113,96

Amérique centrale

1. Région

Signature d'un accord au Sommet des Amériques pour contenir la migration. Malgré l'absence des présidents du Mexique, Guatemala, El Salvador, Honduras et Nicaragua, 19 Etats d'Amérique latine ont signé avec les Etats-Unis une déclaration pour contenir la crise migratoire dans la région. Le Mexique a notamment annoncé des programmes d'accueil de réfugiés centraméricains. Les analystes regrettent cependant l'absence d'engagements forts et chiffrés de la part des pays d'Amérique centrale. Les bailleurs multilatéraux régionaux (BCIE, BID, CAF, BDC) ont par ailleurs annoncé des engagements d'investissements de 50 Mds USD sur cinq ans pour mitiger les effets du changement climatique.

Inflation en hausse en mai pour les pays du CA-4. El Salvador connaît une inflation interannuelle de 7,5% soit son niveau le plus élevé depuis 26 ans. Au Honduras, l'inflation interannuelle atteint 9,1%, le double de l'inflation à fin mai 2021. Le Nicaragua a vu ses prix progresser de 10%, le pays étant fortement dépendant des importations d'hydrocarbures. Enfin au Guatemala, l'inflation interannuelle atteint 5,8%, désormais hors de la fourchette cible de la Banque centrale. Enfin, au Belize, l'inflation a atteint 5,8% à fin avril et devrait continuer à croître au regard de sa dépendance à l'économie étatsunienne. La Banque mondiale avertit les gouvernements et Banques centrales que les mesures prises ne sont pas suffisantes pour garder l'inflation dans les fourchettes cibles.

2. El Salvador

Un an après l'annonce de l'adoption du Bitcoin comme monnaie légale, les indicateurs financiers

et boursiers du pays dans le rouge. Les bons souverains ont chuté de 50% et le phénomène d'inversion de la courbe de rendement s'est fortement accentué, illustrant le risque de récession du pays. Les contrats d'échanges sur risque de crédit (CDS) 10 ans ont augmenté de 324% sur l'année. Le cours du Bitcoin a lui diminué de 12,2% depuis juin 2021, tandis que les 2300 BTC acquis par l'Etat ont perdu la moitié de leur valeur par rapport à leur coût moyen d'achat. Enfin, les principales agences de notations ont révisé à la baisse la note souveraine du pays, la plaçant parmi les « obligations à haut risque ».

3. Guatemala

Le FMI publie ses conclusions au titre de la revue Article IV. Le Fonds souligne la grande résilience du pays face à la crise sanitaire et son fort rebond économique. En revanche, le ralentissement de l'économie mondiale et la hausse des prix sont susceptibles d'affecter le pays. L'absence de politique de résilience environnementale et les problèmes sociaux (pauvreté, informalité) du pays freineront eux aussi la croissance long terme du pays. Le FMI prévoit une augmentation du PIB de 4% pour 2022.

4,6 M de Guatémaltèques sont en situation d'insécurité alimentaire, soit 26% de la population. La hausse des prix du panier des ménages et des hydrocarbures, les conditions climatiques difficiles et la baisse de la productivité agricole due à la moindre utilisation de fertilisants sont les principaux facteurs à la hausse. 28% de la population confie limiter son alimentation. Le gouvernement n'a pour l'instant pas annoncé de plan majeur contre ce fléau. USAID a dans le même temps annoncé un nouveau plan régional pour lutter contre la dénutrition de 331 MUSD qui sera exécuté par l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture et prévoit d'aider directement les petits producteurs.

Moody's rehausse la perspective de sa notation souveraine. Le pays est désormais noté Ba1 (perspective stable au lieu de négative) par l'agence, qui salue la soutenabilité des finances publiques dans le contexte de la pandémie et les bonnes perspectives de poursuite de la reprise économique en 2022 (prévision de croissance de 3,5%) et 2023.

4. Honduras

Augmentation de 615 MUSD (15,7 Mds HNL) du budget général 2022. Le gouvernement a justifié l'approbation de ces nouvelles ressources pour mitiger les risques fiscaux et économiques du pays. Le Ministère des finances a précisé que 98% étaient destinés aux institutions décentralisées pour notamment faire face à l'inflation et assurer le remboursement de la dette de l'entreprise d'électricité étatique ENEC. Ces ressources proviendront de fonds propres, sans endettement supplémentaire prévu.

5. Nicaragua

Révision des projections économiques et de pauvreté pour le pays. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) a révisé à la baisse ses estimations de croissance, passant de 3% à 2,5% pour l'année 2022. L'organisme régional estime par ailleurs que le taux de pauvreté dans le pays passera de 45,3% à fin 2021 à 46,8% à fin 2022 et que l'extrême pauvreté augmentera fortement (sans cependant avancer de chiffre). L'inflation due à la hausse des matières premières et des fertilisants a fortement affecté le pouvoir d'achat de la population, déjà fragilisé par la crise sanitaire et sociale qui continuent de toucher le pays. L'inflation atteignait 9,99% à fin mai et devrait atteindre 8,7% à fin 2022.

Le Parlement européen sanctionne 14 juges et trois magistrats et demande à la Cour pénale internationale de lancer une enquête sur le Gouvernement Ortega pour crimes contre

l'humanité. Cette résolution, la septième sanctionnant le régime nicaraguayen depuis 2018, réclame notamment au système judiciaire local des comptes sur les processus légaux menés contre les opposants politiques et de la société civile. Enfin, la résolution du Parlement européen propose l'activation de la clause démocratique de l'accord d'association UE – Amérique centrale pour étudier la possibilité d'exclure le Nicaragua.

Caraïbes

1. Cuba

Pertes du secteur agricole causées par les fortes précipitations à Cuba. Plus de 4 800 hectares de cultures ont été touchées par les fortes précipitations enregistrées dans la région occidentale de Cuba pendant la première semaine de juin. D'après les chiffres officiels, 2 583 hectares de surfaces agricoles destinées notamment aux cultures de maïs, de légumes (concombre et courge) et de tubercules (patate douce et manioc) enregistrent de pertes importantes. L'agriculture urbaine signale également des dommages sur près de 12 000 parterres. La production de tabac, produit phare de l'exportation cubaine, a été également affecté avec 507 T de feuilles de tabac endommagées dont 17,5 T entièrement perdues (pour un plan de production estimé cette année à 22 000 T). Environ 91 séchoirs de tabac ont subi de dégâts dont 9 ont été complètement détruits. La récolte de riz enregistre également des pertes, encore en cours d'évaluation, à cause des inondations. Par ailleurs, la province de Pinar el Rio, la plus durement touchée par les pluies, indique aussi des dommages dans l'élevage, avec 76 bêtes noyées dont plus de 50 veaux et 9 vaches. D'après les autorités, les opérations visant à relancer le secteur agricole se concentrent sur la semence des cultures à cycle court et la récolte puis la vente des produits agricoles prêts à être consommés.

Nouvelles opérations aériennes vers Cuba. Avec une nouvelle ligne directe au départ de Rome, le groupe Alpitour desservira de nouveau l'aéroport de La Havane, ce qui devrait stimuler le tourisme italien vers Cuba. Son vol inaugural a été réalisé **le lundi 13 juin**, à travers la compagnie aérienne Neos. La ligne aérienne, qui prévoit initialement un vol hebdomadaire tous les lundis à bord d'un Boeing 787 Dreamliner, disposait déjà de liaisons directes vers La Havane et Holguin mais au départ de l'aéroport de Milan Malpensa. Par ailleurs et suite au feu vert donné par le gouvernement américain concernant l'augmentation du nombre de vols en provenance des Etats-Unis et la desserte d'autres villes du territoire cubain, les autorités de l'aviation civile cubaine ont annoncé le calendrier prévisionnel des voyages. A partir du **17 juin, 3 vols hebdomadaires** au départ de **Miami vers Holguin** seront proposés ainsi **qu'un vol tous les mardis depuis la ville de Tampa en Floride**. L'aéroport de **Santa Clara** recevra pour sa part **4 vols hebdomadaires depuis Miami** ainsi **qu'un vol par semaine depuis Tampa**. Le 23 juin la liaison **Camagüey – Miami** sera également rétablie avec **2 vols, fixés les jeudis et les samedis**. Enfin, une ligne directe au départ de Miami devrait desservir **la ville de Santiago de Cuba**, la seconde ville cubaine, à compter **du 20 juin, avec 2 fréquences hebdomadaires**.

2. Haïti

Rencontre entre le Premier ministre, Ariel Henry et le président de la République Dominicaine, Luis Abinader, au IXe sommet des Amériques. L'entretien entre les deux chefs d'Etat a porté sur la migration, la sécurité en Haïti et la coopération entre les deux pays. Il a également été question de la régularisation des travailleurs haïtiens en République Dominicaine, en les dotant de documents d'identification, et en redynamisant la Commission mixte haïtiano-dominicaine. Cependant le gouvernement dominicain a démenti avoir conclu un accord avec le premier

ministre haïtien Ariel Henry sur la question de la régularisation de citoyens haïtiens.

3. République Dominicaine

Très bonne santé du système financier dominicain au cours de la période janvier-mars 2022. La Surintendance des banques (SB) a indiqué dans son rapport trimestriel que le total des actifs s'élève à 49 MUSD (2,7 Mds DOP), pour une croissance nominale de 14,3 % en glissement annuel. Le portefeuille de prêts s'élève à 25,5 MUSD (1,4 Mds DOP), soit une croissance de 15,1 % par rapport à l'année précédente. Les taux d'intérêt actifs et passifs des banques s'établissent respectivement à 10,3 % et 4,8 %, à la fin du trimestre. Plusieurs banques et associations d'épargne et de crédit ont ainsi augmenté leurs provisions pour atteindre 1,2 Md USD (66,3 Mds DOP) afin d'absorber les pertes attendues.

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Dernières données officielles</i>	Pourcentage de la population ayant reçu les deux doses de vaccin <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	904 934 <i>Décès : 8 525</i>	81,33%
Cuba	1 105 664 <i>Décès : 8 529</i>	88,01%
Guatemala	874 926 <i>Décès : 18 324</i>	35,11%
Haïti	31 054 <i>Décès : 837</i>	1,16%
Honduras	425 655 <i>Décès : 10 902</i>	53,65%
Jamaïque	140 874 <i>Décès : 3 091</i>	23,80%
Nicaragua	14 619 <i>Décès : 241</i>	79,60%
Panama	896 924 <i>Décès : 8 314</i>	72,10%
El Salvador	164 134 <i>Décès : 4 135</i>	66,48%
République dominicaine	593 324 <i>Décès : 4 382</i>	55,22%

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international